

B-Liège: Miscellaneous software package and computer systems

OJ S 124/2013 28/06/2013

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Liège – service informatique

Postal address: Cité Administrative, Potiérue 5

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

Contact person: Dany Swierczynska

For the attention of: Benoit Joseph

E-mail: secretariat.cti@liege.be

Telephone: +32 42218333

Fax: +32 42218622

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=401855

Additional information can be obtained from:

Official name: Ville de Liège – service informatique

Postal address: Cité Administrative, Potiérue 5

Town: Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

Contact person: Dany Swierczynska

For the attention of: Benoit Joseph

E-mail: secretariat.cti@liege.be

Telephone: +32 42218333

Fax: +32 42218622

Internet address: <http://www.liege.be>

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.3. Main activity

General public services

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: yes

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Facturation électronique: mise à disposition de services de dématérialisation des factures.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 7: Computer and related services

Main site or place of performance: Ville de Liège, service informatique, Potiérue 5, 4000 Liège.

NUTS code BE332 Arr. Liège

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement**II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)**

Marché conjoint de services portant sur la mise à disposition de services de dématérialisation du cycle de vie complet des factures dites entrantes, en ce compris l'archivage légal et les outils associés nécessaires aux besoins de la Ville de Liège (en ce compris la Zone de Police et la Régie foncière) et du Centre public d'action sociale de Liège. Le service de dématérialisation tel que visé dans l'objet du marché permettra au pouvoir adjudicateur d'offrir à ses fournisseurs/prestataires de service la possibilité de transmettre ses informations via différents canaux de dématérialisation. La solution regroupera l'ensemble des données réceptionnées dans une plateforme unique laquelle sera dotée des fonctionnalités suivantes: – Interaction bidirectionnelles – Compatibilité avec d'autres sources de données/Systèmes applicatifs – Visualisation des données de facturations sous différents formats – Workflow de validation permettant la saisie de métadonnées – Paramétrage des droits d'accès – Export des données et métadonnées (via système automatique ou à la demande) – Reporting – Dashboarding – Saisie de pièces justificatives (saisie ou attachements) – RechercheLes fonctionnalités reprises ci-avant sont décrites plus précisément dans les clauses techniques du cahier des charges.

II.1.6. CPV code(s)

48900000 Miscellaneous software package and computer systems

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement**II.2.1. Total quantity or scope**

Estimated value excluding VAT: 220 000 EUR

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals**II.3. Duration of the contract or time limit for completion**

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

5 % du montant initial du marché.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Voir article 15 CGC du cahier des charges.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Est exclu de l'accès au marché, à quelque stade que ce soit de la procédure, le prestataire de services qui a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour: 1° participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324 bis du code pénal; 2° corruption, telle que définie à l'article 246 du code pénal; 3° fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002; 4° blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. En vue de sa sélection qualitative, le soumissionnaire atteste sur l'honneur qu'il ne se trouve dans aucun des cas visés à l'article 69 de l'arrêté royal du 08 janvier 1996. La déclaration sur l'honneur est annexée au modèle d'offre qui figure en annexe du cahier spécial des charges. L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'avant l'attribution du marché, le Pouvoir adjudicateur est tenu de contrôler la réalité des éléments contenus dans la déclaration sur l'honneur en demandant au seul soumissionnaire retenu les documents prouvant son exactitude: 1. un extrait du casier judiciaire ou un autre document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance. Ce document peut toutefois être remplacé par un certificat de bonnes conduites, vie et mœurs du soumissionnaire ou du (ou des) mandataires de la société; 2. une attestation du Greffe du tribunal de commerce certifiant l'absence de faillite ou de toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature. 3. un certificat de l'Administration des contributions directes reflétant la situation du soumissionnaire au moment du dépôt de son offre compte tenu du dernier exercice fiscal pour lequel un avertissement – extrait de rôle a été établi. 4. un certificat de l'administration compétente attestant que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de la TVA. Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de 6 mois par rapport à la date d'ouverture des offres. Lorsque les documents ou certificats mentionnés aux points 3) et 4) ne sont pas délivrés dans le pays d'origine ou de provenance du soumissionnaire, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire devant une autorité judiciaire ou

administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays concerné. Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de 6 mois par rapport à la date d'ouverture des offres. Lorsque les documents ou certificats mentionnés aux points 3) et 4) ne sont pas délivrés dans le pays d'origine ou de provenance du soumissionnaire, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays concerné.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: — une déclaration appropriée émanant d'un établissement bancaire et certifiant la capacité financière du soumissionnaire à mener le marché à bonne fin; – Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du présent marché, réalisés au cours des trois derniers exercices (chiffre d'affaires de l'activité courante tel qu'il apparaît au compte d'exploitation de l'entreprise). Le montant annuel du chiffre d'affaires concernant les prestations de services objet du présent marché sera d'un montant minimum de 5 000 000 EUR. Si, pour une raison justifiée, le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est admis à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Une liste de références de prestations de services relatives à l'objet du marché concerné, effectuées au cours des 3 dernières années dont au moins 3 (trois) commandes portant chacune sur un montant minimum de 200 000 EUR. Cette liste indique la date ou les dates de services et le destinataire public ou privé. a) s'il s'agit de services à des autorités publiques, la justification est fournie par des certificats émis ou contresignés par l'autorité compétente; b) s'il s'agit de services à des personnes privées, elles sont certifiées par celles-ci, ou à défaut, elles sont déclarées avoir été fournies par le soumissionnaire.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

Lowest price

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2013/038.

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 19.8.2013 - 17:00

Payable documents: yes

Price: 12,00 EUR

Terms and method of payment: Sur le compte n° 091-0004322-83 ou code IBAN n° BE14091000432283 – BIC (ou SWIFT): GKCCBEBB de monsieur le receveur communal de Liège avec la mention «Retrait cahier spécial des charges 2009-002». Demande obligatoire des documents par fax +32 42218622 à l'attention de madame Swierczynska, ou par courriel: secretariat.cti@liege.be, accompagnée de la preuve de paiement. Aucun document ne sera délivré sans fax ou courrier électronique. Prix si envoi: 12 EUR. Prix si retrait sur place: 10 EUR.

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

20.8.2013 - 10:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 250 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 20.8.2013 - 10:00

Place:

Service informatique, cité administrative, 3ème étage, Potiérue 5, 4000 Liège.

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

25.6.2013